

urbaines. On prévoit qu'en 1975, de 80 à 85 p. 100 habiteront dans de grandes agglomérations ou leur banlieue. L'exode rural vers les villes se poursuit à un rythme rapide.

Le Canada est devenu un des pays les plus fortement urbanisés. Ainsi, la vie de la majorité des Canadiens est profondément touchée par l'état de nos villes, la qualité des habitations, les facilités de transport, les occasions d'acquérir une formation ou de se récréer et ainsi de suite.

D'après un rapport des Nations Unies publié en 1965, le problème le plus grave qui se pose aux gouvernements mondiaux, après la guerre, c'est celui de l'aménagement des régions urbaines. Et pourtant, monsieur l'Orateur, malgré toute leur importance et considérant les nombreux problèmes qui se posent maintenant et qu'elles auront à envisager à l'avenir, nos villes ont été quelque peu négligées par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Le gouvernement fédéral ne peut plus feindre d'ignorer nos régions urbaines et métropolitaines et le discours du trône le reconnaît. Plus de 40 p. 100 de notre population vivent et travaillent dans les 18 plus grandes agglomérations urbaines du pays, soit celles qui comptent plus de 100,000 habitants. Le milieu urbain a pris une grande importance, qui s'accroît sans cesse, dans la vie économique et sociale du Canada. Aussi, monsieur l'Orateur, il y a lieu d'adopter des mesures remédiatrices, à l'échelon national, pour résoudre dans un temps raisonnable nos problèmes urbains. Le gouvernement fédéral doit jouer un rôle de plus en plus important dans les affaires urbaines afin de combler un vide financier et pallier une absence de gouvernement.

Il s'agit des villes et des régions métropolitaines dont nous devons nous occuper au cours des 30 dernières années de ce siècle. Lewis Mumford, grand connaisseur et exégète des affaires urbaines, a dit:

Nous devons rendre à la ville ses fonctions maternelles, donneuses de vie, ses activités autonomes, ses associations symbiotiques, trop longtemps négligées ou supprimées. Car la ville devrait être un instrument d'amour; l'économie des villes, c'est la guérison et la culture de l'homme.

Les problèmes inhérents aux régions métropolitaines ont, de nos jours, une portée nationale, et malgré cela personne n'a la responsabilité de veiller à ce que les programmes fédéraux qui empiètent sur ceux de nos régions métropolitaines et urbaines fassent partie d'un ensemble cohérent. Personne n'a davantage la responsabilité de veiller à ce que les programmes provinciaux s'intègrent dans un plan d'ensemble. Dans les régions métropolitaines proprement dites, aucune autorité ne dispose du pouvoir d'harmoniser les plans des gouvernements locaux au sein de ces régions.

[M. Macaluso.]

Il est temps de soulever le problème fondamental suivant: comment établir le cadre institutionnel qui nous permettrait de traiter la région métropolitaine comme elle devrait l'être—c'est-à-dire comme un ensemble cohérent. Autrement dit, il nous faut une nouvelle répartition de l'autorité gouvernementale. Nous ne pouvons plus tolérer certaines autorités indépendantes dont chacune peut freiner le développement rationnel de l'ensemble. La confrontation des idées sur l'avenir de la région métropolitaine est souhaitable, mais s'il n'y a pas d'arbitre, elle ressemble à une bagarre de rue où tout le monde est battu. Nous devons mettre au point une machine avec le pouvoir de résoudre ces conflits inévitables.

Quels sont certains des problèmes de notre capitale et de notre région métropolitaine, monsieur l'Orateur? Je propose la liste suivante: tout d'abord, l'afflux des ruraux dans les centres urbains, et deuxièmement, celui des citadins dans les banlieues. La croissance de la population urbaine a durement éprouvé les structures et les cadres matériels de nos villes. Les services publics élémentaires: l'éclairage, l'eau, le tout à l'égout, la police et les pompiers imposent des charges financières très importantes aux autorités municipales qui doivent tirer leur revenu de l'impôt immobilier, institution archaïque, pour régler les problèmes complexes et coûteux de notre époque. La pauvreté constitue aussi un élément très sérieux dans chaque ville canadienne. Elle retarde, en effet, l'expansion urbaine, car il faut, lui consacrer les maigres ressources prévues pour l'amélioration des installations et des services.

L'exode rural et l'immigration ont ainsi créé de graves problèmes à nos gouvernements locaux quant au simple maintien de normes raisonnables dans les services courants et ils ont accentué le problème de l'aide à donner aux Canadiens moins bien partagés qui ne font encore que voter au sein de l'abondance actuelle. D'autre part, monsieur l'Orateur, l'accroissement de la population urbaine au Canada ne s'est pas accompagné d'une augmentation proportionnée du contrôle politique urbain, notamment au sein de toutes nos Assemblées législatives provinciales. Les régions urbaines partout au Canada n'ont pas, il s'ensuit, la représentation qui leur revient. C'est pourquoi les gouvernements provinciaux sont si insensibles aux problèmes urbains et incapables de prendre les choses en main. Dans les villes elles-mêmes, l'administration municipale est loin de pouvoir vraiment prendre l'initiative. Notre régime gouvernemental au niveau local est l'exemple classique de méthodes qui, bien qu'elles remontent au